

DISCOURS DU PREMIER MINISTRE A L'OCCASION DE L'INAUGURATION

DE LA FOIRE INTERNATIONALE DE LILLE

(16 avril 1983)

Indulgence Acci deute

Monsieur le président,

Monsieur le commissaire de la République,
Mesdames, Messieurs,

avec accord
comité
19-20
Mer

Je suis heureux de me retrouver cette année encore
parmi vous pour inaugurer cette Foire Internationale de Lille.

Notre ville accueille ainsi, régulièrement, des producteurs
venus de toute l'Europe, et même au-delà. Ils viennent à Lille
présenter leurs réalisations et tenter de conquérir de nouveaux
marchés.

Lille demeure ainsi fidèle à la tradition commerçante des
grandes villes du Nord, des villes de foires et de marchés.

Car la ville c'est d'abord un lieu de rencontres, un
carrefour et en même temps, bien sûr, un lieu de fêtes et de
réjouissances.

Je viens de parcourir rapidement une partie des stands
présentés. Je félicite les organisateurs pour la qualité du travail
qui a été effectué et les exposants pour leurs efforts d'imagination.
Je suis convaincu que les nombreux visiteurs partageront mon
sentiment.

10/11/83

A ces visiteurs qui sont, alternativement au fil de leurs
journées, des producteurs et des consommateurs, je veux dire que
leur passage à la Foire internationale de Lille doit être l'occasion
d'apprendre à comparer, c'est à dire d'apprendre à acheter,
d'apprendre à consommer.

Consommer ne peut se réduire à une attitude passive. C'est au contraire un acte essentiel qui mérite d'être effectué en toute connaissance de cause et après réflexion.

Il convient, dans ce domaine également, de passer du statut de spectateur à celui d'acteur.

C'est d'ailleurs l'invitation que le président de la République nous a lancée lors de son allocution télévisée.

Je veux insister sur cette nécessité. La lutte que nous menons sur trois fronts - celui de l'emploi, de la réduction de l'inflation et du commerce extérieur - exige que chaque Français se mobilise et prenne sa part d'une action collective afin que nous réussissions tous ensemble.

Cela demandera de la patience et de la persévérance.

Cela demandera des efforts, des efforts soutenus et des efforts de tous.

Je lis la presse internationale et je vois bien comment elle regarde l'action que nous avons engagée, comment elle souligne l'effort de redressement national pour lequel la France rassemble ses forces.

Je me réjouis, à ce propos, d'accueillir dans notre ville et dans le cadre de cette grande manifestation commerciale des producteurs venus de pays voisins et amis.

La France a délibérément opté pour des échanges ouverts, pour la concurrence internationale. Non seulement elle respecte ainsi ses engagements internationaux mais surtout elle est convaincue que ce n'est que par un développement des échanges et du commerce international que nous parviendrons à réanimer l'économie mondiale et à retrouver les voies de la croissance.

Car la croissance est le seul remède durable aux difficultés actuelles.

J'ajoute que pour améliorer leur compétitivité, pour moderniser leurs technologies, les entreprises françaises doivent demeurer présentes au monde. Je sais bien que, traditionnellement, la société française est tentée par le malthusianisme et par le protectionnisme. Il s'agit là de fausses solutions qui, au cours de notre histoire nous ont souvent coûtées cher. Elles expliquent en particulier le fait que la compétitivité de notre industrie n'est pas au niveau d'un pays comme la France.

Depuis le début de la crise mondiale, il y a dix ans, notre appareil de production n'a cessé de s'affaiblir notamment en raison d'un vieillissement excessif des machines. Pensez que dans les secteurs des biens de consommation et des biens intermédiaires, l'âge moyen des machines était, en 1981, supérieur à l'âge moyen de 1963. Or, il s'agit de domaines à évolution technologique rapide.

Ce retard qui s'est accumulé résulte d'une baisse de l'investissement industriel entre 1973 et 1981. C'est pourquoi le gouvernement a donné la priorité à l'investissement et qu'il continuera tout au long du IXème Plan.

Pour favoriser l'investissement, il faut épargner. Il s'agit là d'une vertu profonde du peuple français. Une vertu qui a toutefois été quelque peu oubliée par la société de consommation.

J'ai pu l'observer depuis deux ans, comme chef du gouvernement. Nous avons, en effet, pratiqué de sensibles transferts sociaux, c'est-à-dire que nous avons prélevé de l'argent sur les revenus des Français les plus favorisés pour le redistribuer, sous forme de prestations sociales, aux moins favorisés.

Eh bien, les plus favorisés n'ont pas, pour autant, modifier leur consommation. Ils ont réduit leur épargne.

Or, l'objectif de la politique du gouvernement n'est pas de rechercher à diminuer systématiquement le pouvoir d'achat. Il est de ralentir la consommation et de la réorienter pour certains secteurs.

Il nous faut aujourd'hui privilégier l'épargne par rapport à la consommation. D'où les mesures que vient d'arrêter le gouvernement et qui vont être promulguées par ordonnances. Ces mesures sont rudes mais elles sont nécessaires pour assainir notre économie.

Elles exigent de la part des Français un effort de mobilisation et de civisme. Je sais qu'ils répondront à l'appel du président de la République.

Au-delà des mesures d'ordre fiscal ou financier, le gouvernement appelle les Français à se montrer, en tant que consommateurs, vigilants et réfléchis.

D'abord quant au volume de leurs consommations. Il ne faut pas confondre consommation et gaspillage.

C'est une nécessité pour l'économie française, c'est une nécessité pour permettre une relance massive de nos investissements. Je viens de l'expliquer.

Je dirais aussi que c'est une nécessité morale. Je le dis en pensant à cette partie de la foire que je viens de visiter et qui est consacrée à l'aide au Tiers-Monde. Je le dis en pensant aux propos que je viens d'échanger avec un médecin français parti au Tchad pour aider à la reconstruction et à l'équipement sanitaire de ce pays. Un médecin qui garde de sa mission une haute idée de générosité et d'ouverture aux autres.

L'exemple de ces médecins qui se mettent au service des peuples du Tiers-Monde nous offre une image authentique de dévouement et de solidarité. C'est cette image de leurs médecins que les Français aiment.

Ces médecins, comme tous ceux qui se consacrent au développement du Tiers-monde, nous rappellent que nous ne vivons pas à l'écart des autres peuples du monde et que nous avons, à leur égard, des devoirs.

Un devoir de solidarité d'abord. Comment ne pas nous interroger sur notre confort et notre société de consommation lorsque, sur les deux tiers du globe, la faim rôde encore ? Comment ne pas être interpellés par la situation des pays du Tiers Monde quand nous gaspillons ce que d'autres ne possèdent même pas ?

Les excès même de la société de consommation doivent nous inciter à la réflexion et à de nouveaux comportements.

C'est à une remise en cause d'un système de valeurs hérité du quart de siècle de croissance continue qui a suivi la seconde guerre mondiale, que nous conduit la crise mondiale actuelle.

Rigoureux, vigilants et réfléchis, les consommateurs français doivent l'être également dans le choix des produits qu'ils décident d'acheter.

Le Président de la République a tenu à le préciser lui-même : "Partout où l'on fabrique et partout où l'on crée, partout où l'on échange, dans votre manière de vivre, de consommer et même de voyager, vous devez préférer, à qualité égale, les productions françaises".

Le salon du tourisme vert que nous venons de parcourir répond tout à fait à cet appel.

Les ressources de notre pays ne sont plus à démontrer. Les étrangers qui viennent chaque année nombreux dans notre hexagone, visiter ses monuments, ses villes, profiter de ses montagnes, de ses plages, de ses stations thermales ou climatiques le savent bien.

Cette année, l'institution d'un contrôle des changes amènera certains de nos compatriotes qui auraient voulu partir à l'étranger à y renoncer ou à raccourcir leur déplacement hors de nos frontières.

Tout sera mis en place à temps pour accueillir dans les lieux de vacances de l'hexagone ces Français ainsi que nos amis touristes étrangers. Et cela dans des conditions d'hébergement satisfaisantes.

Notre pays est plus grand, plus divers, plus riche en étonnements que certains de nos concitoyens ont l'habitude de le penser.

Partir à la découverte de la France, de ses villes comme de sa nature ainsi que le propose le salon du tourisme vert, constituera, j'en suis sûr, une merveilleuse aventure pour tous les amoureux de dépaysement et de découvertes, quels que soient leurs goûts, leurs besoins, leurs possibilités financières.

Il constituera non seulement une économie mais aussi un symbole. Celui de la participation de tous à l'effort national.

Car seul le gouvernement ne peut rien.

L'indice des prix vient, par exemple, d'être publié. Il situe notre inflation sur un an à moins de 9 %. C'est donc un progrès et un encouragement. Mais il est vrai qu'il aurait pu être meilleur. Il nous permet de conserver notre objectif de 8 % d'inflation à la fin de l'année mais nous devons être vigilants. Et, plus encore, nous devons redoubler d'efforts. Nous devons nous persuader de l'enjeu décisif de cette action. Et s'il le fallait, le gouvernement n'hésiterait pas à contraindre ceux qui ne joueraient pas le jeu.

Je sais bien qu'il n'est pas facile de faire baisser le rythme de la hausse des prix, surtout dans un pays comme la France. C'est pourtant indispensable. Et quand nous serons à 8 %, nous ne serons pas arrivés au bout de notre effort. En 1984 il faudra nous mettre sur une pente de 5 %. Là encore, c'est vrai, ce ne sera pas facile. Mais croyez bien que ce n'est pas facile non plus pour un Premier ministre de préparer, par exemple, un budget en s'imposant cette contrainte d'évolution des prix.

Cet effort collectif que nous devons poursuivre, ce n'est pas pour le gouvernement que vous le faites, c'est pour vous même et pour vos enfants.

Si la France ne ramène pas son rythme d'inflation au niveau de celui des autres grands pays industriels, elle vendra de plus en plus mal ses produits et elle perdra donc de nouveaux emplois. Ce chemin c'est celui de la facilité mais c'est aussi celui de la décadence.

Et puis, si l'écart qui existe entre la hausse des prix et celle de nos voisins n'était pas réduit, nous en subirions les conséquences au niveau des monnaies et de leurs parités.

Depuis 1969, et en raison de l'inflation excessive qui existe dans notre pays par rapport à la République fédérale d'Allemagne, nous avons - hélas - connu de nombreuses crises monétaires. Avant que la gauche n'arrive au pouvoir, il y a eu une dévaluation unilatérale du franc et cinq réévaluations unilatérales du mark. Et en plus le franc a dû sortir à deux reprises du système monétaire européen.

Je ne rappelle pas ces faits pour polémiquer avec qui que ce soit mais simplement pour bien faire prendre conscience à l'ensemble des Français que le problème auquel nous sommes confrontés n'est pas nouveau et qu'il exige donc bien un effort collectif, une mobilisation de l'ensemble de la Nation.

Quand nous le voulons nous obtenons des résultats. Nous venons de le prouver, par exemple, sur le front de l'emploi. En mars l'amélioration constatée depuis le début de l'année s'est trouvée confirmée.

Certes de nouvelles difficultés surgissent là encore. L'effort d'assainissement économique rend plus difficile la lutte contre le chômage. Mais nous avons les moyens de tenir. Nous ferons appel au travail à temps partiel bien sûr, mais surtout nous avons lancé un exceptionnel effort de formation et d'insertion professionnelle des jeunes. Un effort que nous souhaitons élargir à 850.000 jeunes de moins de 25 ans.

Mais chacun sait bien que le véritable traitement contre le chômage reste la croissance. C'est justement la question que nous avons mise au centre de nos réflexions pour élaborer le IXème plan.

Avec ce plan, qui couvrira les années 1984-1988, nous opterons pour un nouveau modèle de développement. Un modèle qui tienne compte des leçons des années 60, d'une époque où l'on pensait, un peu naïvement que la croissance durerait éternellement et produirait le bonheur.

Un modèle qui doit aussi tenir compte de la leçon des années 70 et refuser toute résignation à la crise, refuser l'attitude toute aussi naïve qui consisterait à croire que la crise est, elle aussi, éternelle.

Le IXème plan nous fournira une nouvelle maîtrise de notre développement. Mais à condition de continuer, dans la rigueur, à approfondir les réformes engagées et à condition de rétablir nos grands équilibres économiques.

Les enjeux sont trop importants, ils concernent notre avenir. Prenons-en conscience et échappons aux querelles partisans.

Ne cultivons pas le pessimisme, par fatalisme ou par calcul. Nous ne pourrions pas, dès lors, mobiliser le pays.

Oui, les objectifs que nous nous sommes fixés sont à notre portée.

Oui, nous les atteindrons si nous faisons les efforts nécessaires.

Ces efforts ne dépendent pas seulement du gouvernement.

J'en appelle donc aux Français - et je ne cesserai de le répéter dans les semaines et les mois qui viennent.

J'en appelle à leurs sens des responsabilités.

J'en appelle à leur civisme.

Ensemble nous pouvons faire en sorte que la France soit plus forte et que la vie y soit plus agréable.

Nous le pouvons si nous le voulons !

Mesdames, Messieurs, je vous remercie.

-oOo-